

Echanges GT – SAO



Compte rendu des travaux

Les remerciements du GT-SAO à :

- *L'Ambassade de Suisse à Nairobi pour tout l'appui logistique ;*
- *La hiérarchie venue de Berne, M. Nicolas Randin et Mme Christine Schneeberger qui se sont prêtés de manière ouverte aux questions et préoccupations ;*
- *Managements SAO (Centrale et Bucos) pour avoir permis ce moment de gestion de savoir*
- *L'ensemble du Comité d'organisation DDC et la modératrice Nadia.*

Contexte

Le F2F Gouvernance contestée et le GT SAO ont offert l'opportunité au personnel DDC terrain comme siège de revenir sur le vécu notamment en ce qui concerne les instabilités politiques en Afrique de l'Ouest : régimes non démocratiquement élus, restrictions de libertés des citoyens, des partis politiques et de la presse, désinformation des citoyens, menaces et violences, etc. De façon générale, on note que les instabilités sociales, sécuritaires, économiques et politiques affectent les modes de gouvernance en cours dans ces pays et remettent en cause certains fondements et normes démocratiques instituées depuis longtemps et défendus à l'international et aussi par la Suisse.

Pour les participant-e-s de l'Afrique de l'Ouest, cette évolution rapide du contexte expose toute l'institution DDC à un défi : disposer d'une ligne institutionnelle claire et comprise par l'ensemble du personnel (notamment dans les pays) en ce qui concerne l'appréciation et les décisions prises par la Suisse face aux régimes non constitutionnels notamment militaires. Car, très souvent des divergences de points de vue avec les régimes de transition apparaissent. Une situation qui vient, entre autres, du fait que les sources d'informations entre les équipes sur place et les responsables à Berne (DDC, DFAE, voir même parlement) ne sont pas les mêmes ; aussi on se retrouve entre valeurs suisses « *prise de pouvoir par la force est inadmissible* » et les besoins/aspirations locales « une opinion publique en faveur d'un changement, voire une rupture totale avec les anciennes pratiques quel qu'en soit la nouvelle forme ». Et cela, vise les élites civiles venues au pouvoir à la suite de processus électoraux jugés pas toujours transparents, mal conduits/truqués. Et, ces dernières années, l'incapacité de ces élites à endiguer les crises sécuritaires accélèrent les changements institutionnels dans les pays.

La hiérarchie à Berne présente lors des échanges, M. Nicolas Randin et Mme Christine Schneeberger, ont montré une écoute et un intérêt pour les préoccupations soulevées. Les ressentis/craintes du personnel local DDC ont été exposés. Il est à souligner aussi, l'importance de tenir compte de la dimension/choc émotionnel au niveau du personnel local dans la façon de gérer les crises politiques depuis Berne « cas du Niger » lors du processus de fermeture du bureau actuellement réouvert.

La hiérarchie a donné l'assurance sur la volonté de disposer de capacités institutionnelles pour mieux comprendre les dynamiques en cours et agir adéquatement ; et aussi défendre le travail des Bureaux de coopération suisse sur le terrain. Mais le constat aussi a été fait sur les limites d'une DDC qui peut être face à un niveau hiérarchique plus élevé et dont les décisions quelquefois lui échappe. Une situation qui amène aussi à un besoin de savoir à l'heure actuelle quelle est la vision de l'engagement de la Suisse notamment dans les pays/contextes fragiles. Une telle compréhension aiderait à se situer sur le cadre décisionnel dans lequel sont impliquées différentes parties (DDC – DFAE – Parlement etc.) et comment se joue la convergence politique globale.

Conclusions des échanges

Des débats, il ressort dans le contexte actuel le fait de :

- Travailler suffisamment sur un narratif/communication claire et compréhensible : ce qui nécessite de comprendre les types d'informations attendus par la Centrale (car quelquefois les équipes terrain ont l'impression d'avoir tout donné) ; mais aussi la forme et le langage appropriés. A cette fin, utiliser aussi les positions des conseillers/conseillères thématiques proches à la fois du terrain et de la Centrale ;
- Être en mesure d'affirmer le rôle politique de la DDC/devenir un acteur plus politique (opter pour une plus forte influence politique en valorisant l'expertise technique de la DDC) : ce qui nécessite de comprendre ce qui est attendu de ce rôle et de disposer de capacités adéquates (quelles sont les ambitions/appétit de la Suisse pour le risque dans l'espace politique de haut niveau dans les pays d'intervention ?) ;
- S'investir plus dans le PEA (Political Economy Analysis). Le contexte d'intervention rend davantage cet instrument pertinent. Un exercice PEA permettra de mieux comprendre le contexte dans lequel nous intervenons, mieux prendre en compte les enjeux liés aux intérêts des acteurs en présence et aussi être plus réaliste dans les objectifs visés par nos programmes

Leçons apprises à partir du débriefing à la suite du F2F

- **Un format de ce F2F adéquat** car plus proche des réalités des pays subsahariens (contextes et difficultés similaires) ;
- **Des échanges à la fois technique et stratégique** font un bon mélange et ont enrichi les réflexions ;
- **La présence des hiérarchies thématique et géographique** a été un point très fort pour un dialogue direct entre terrain et Centrale. Une bonne approche à maintenir ;
- **Le PEA n'est pas nouveau**, mais sa pertinence est grande dans le contexte sécuritaire et politique actuel ;
- **Une démarche nexus à systématiser** : les échanges ont montré les complémentarités entre Paix, Développement, Droits Humains et la nécessité de décloisonner les programmes. Il ressort que tout ce qu'on fait dans la gouvernance a des implications directes sur la promotion de la paix (médias, dialogue société civile gouvernement etc.).

Prochains pas :

TRA et Bureaux de Coopération suisse (Bucos) SAO :

- **Réfléchir à la suite de la Déclaration de Nairobi** : Now What pour les pays ? Comment le mémorandum peut s'adapter dans chaque pays ? Comment faire le suivi ?

Bucos SAO :

- **Finaliser par Buco, les tableaux : (i) d'adaptation** des programmes (qui décrit les acteurs en présence les opportunités et risques à collaborer avec ceux-ci) et **(ii) des appuis aux médias** ;
- **Poursuivre l'apprentissage en communauté** sur les thèmes saillants communs déjà identifiés lors du GT 2022 (médias/réseaux sociaux) et ouvrir la réflexion sur d'autres thématiques (Nexus Paix - Cohésion sociale - Humanitaire ; Questions des jeunes engagés dans les conflits et qui veulent revenir à une vie normale ; Corruption ; PEA ; Adaptations aux contextes fragiles/autoritaires, Elections.) ;
- **Partager les résultats des discussions** du F2F avec les Chef-fe-s de coopération, la Centrale SAO, les autres domaines dans les bureaux de coopération suisse ;
- **Organiser la prochaine rencontre du GT-SAO en présentiel en 2025**. Des échanges thématiques seront organisés au cours de l'année 2024 en ligne.

Craintes exprimées et résumé des débats

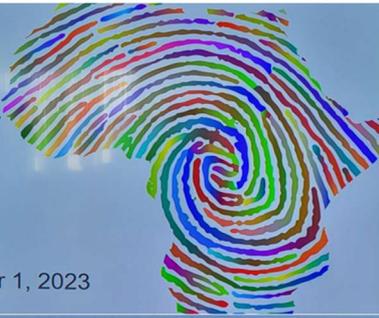
F2F 28 Nov. au 1 Déc. 2023 / Nairobi, Kenya

Groupe de Travail Session Afrique de l'Ouest (GT-SAO) : Bénin, Burkina, Mali, Niger avec le Tchad et la Centrafrique

Quelques moments du F2F PGE 2023 Nairobi

Peace,
Governance
and Equality
face-to-face
(F2F)

November 28 – December 1, 2023
Nairobi



CONFERENCE ROOM 3



7F-10979.01

Programme paix et
cohésion sociale au
Burkina Faso
Phase 1, 2023 - 2027

